



Du problème... à la problématique : mieux comprendre pour mieux accompagner l'émergence des projets de RP

Rapport de recherche de la composante “conditions d’émergence des projets de recherche participative” du projet ANR SAPS « EQUIPACT »

Auteurs : Claudia Aguirre Rios (Association Traces, Paris), Julien Mary (MSH-SUD, Montpellier), Juliette Peres (Fab’lim), Cécile Poletti (Petits Débrouillards, Paris), Jimena Sierra (LISIS) , avec l’appui de tous les membres d’EQUIPACT et la participation des porteurs de projets de recherche participative enquêtés.

Parmi les défis structurants du projet EQUIPACT, la composante 2 s'est focalisée sur la phase d'émergence des projets de recherche participative (RP), ce à travers un projet de *recherche action participative* visant à :

1. (*Recherche*) : mieux comprendre les processus d'émergence des projets de RP, angle mort de la connaissance sur la RP ;
2. (*Action*) : repérer et consolider des approches méthodologiques d'accompagnement à l'émergence des projets de RP (repérage de demandes sociales de recherche, co-problématisation, appariement des acteurs...) ;
3. (*Participative*) : co-construire les objectifs et le programme de travail de la composante entre l'ensemble de ses membres (académiques et non-académiques), la confrontation des pratiques et expériences de chaque participant ayant permis d'enrichir le questionnaire et les guides d'entretien ainsi que l'approche opérationnelle du projet, en hybridant les différentes cultures et attentes des membres de la composante.

D'un point de vue opérationnel, le travail de la composante a essentiellement consisté en deux tâches distinctes et que nous avons commencé à articuler dans la dernière ligne droite du projet¹ :

¹ Les résultats de l'enquête devaient initialement permettre d'alimenter le travail d'identification, de rapprochement et d'hybridation d'approches méthodologiques pertinentes dans l'accompagnement à l'émergence de projets de RP. Le calendrier du projet ne nous a cependant pas permis, dans les délais impartis, d'analyser de manière dynamique l'ensemble des données de l'enquête, et plus encore de croiser les résultats de l'enquête avec la deuxième dimension du projet. Plusieurs membres de la composante souhaitent

1/ un travail d'enquête, déployé sur divers terrains de RP dans lesquels les membres de la composante 2 étaient impliqués ou qu'ils avaient repéré dans leurs réseaux² ;

2/ un processus de réflexivité partagée entre les membres de la composante, afin de documenter les approches méthodologiques développées par les membres de la composante pour accompagner l'émergence des projets de RP.

I. Documenter l'invisible en amont d'un projet : résultats de l'enquête sur les verrous et leviers à l'émergence des projets de RP

L'enquête menée au sein de la composante 2 d'EQUIPACT visait à mieux comprendre la phase d'émergence des projets de RP³, autrement dit, pour l'essentiel, en amont de leur financement et de leur déploiement. Pourquoi et comment se lance-t-on dans un projet de ce type ? Comment formuler un diagnostic social sur une situation qu'on entend documenter et/ou transformer ? Comment co-construire une problématique et transformer un problème en questions de recherche ? Comment repérer et mobiliser les acteurs concernés ? Comment favoriser leur appariement, afin d'aider à l'organisation de systèmes multi-acteurs inclusifs et participatifs ? Quels verrous et leviers dans les phases d'émergence de projets de RP ?

Cette enquête avait aussi pour objectifs : 1/ de co-construire un terrain commun entre les membres du consortium, évoluant dans des régimes épistémiques et des registres de discours et de pratiques très hétérogènes, avec des pratiques différentes de la participation⁴ ; 2/ de permettre aux enquêté.e.s de développer un travail réflexif sur la dimension participative du projet, de les conduire à envisager des objectifs à atteindre voire un pilotage stratégique de leur projet⁵.

cependant poursuivre cet objectif à travers un groupe de travail dédié, GT qui pourrait être accueilli sur la plateforme ALLISS mais dont le fonctionnement reste à financer (voir chap. II du présent rapport).

² Ainsi compris, le consortium EQUIPACT a été le premier terrain d'enquête de la composante 2.

³ Du fait de la diversité des acteur.ice.s enquêté.e.s, de l'hétérogénéité des projets analysés et des différents niveaux de participation des acteurs au sein de ces projets, nous avons proposé une définition large d'un « projet de RP ». Par « (pré-)projet de RP », nous entendions ainsi « tout projet, démarche, et plus largement dynamique collaborative, quel que soit son degré d'avancement, associant, sous une forme ou une autre, professionnels et non-professionnels de la recherche, et ayant pour enjeu commun la coproduction de connaissances » (extrait de la grille de questionnaire).

⁴ La C2 a ainsi fonctionné comme un terrain d'« apprentissage social » entre les membres de la composante, dans lequel nous avons collectivement composé notre premier terrain d'étude.

⁵ Travail restitué auprès des enquêtés lors d'un webinaire organisé le 12 juin 2025, et accessible en ligne, sur la chaîne Canal U de la MSH SUD :

<https://www.canal-u.tv/chaines/msh-sud/les-conditions-d-emergence-des-projets-de-recherche-participative>.

A. Présentation du corpus de projets enquêtés et de la méthodologie de travail

Essentiellement qualitative, l'enquête de la composante 2 s'est déclinée en deux temps forts : un questionnaire en ligne administré par SurveyMonkey, avec l'aide précieuse de l'un des partenaires associatifs (TRACES), et des entretiens semi-structurés menés pour la plupart à distance par la sociologue et ingénierie-projet recrutée sur EQUIPACT, Jimena Sierra.

Les guides du questionnaire et des entretiens ont été élaborés collectivement par les membres de la composante lors d'ateliers de co-problématisation et de co-rédaction (en présentiel et en visioconférence).

Le questionnaire était divisé en trois items : 1/ identité des projets (description, acteurs impliqués, motivations), 2/ enjeux transformatifs (identification du problème, processus de problématisation), et 3/ transformations attendues (changements et impacts sociaux envisagés, obstacles et leviers identifiés, ressources mobilisées). Ce questionnaire a été diffusé à travers les réseaux des différents partenaires d'EQUIPACT.

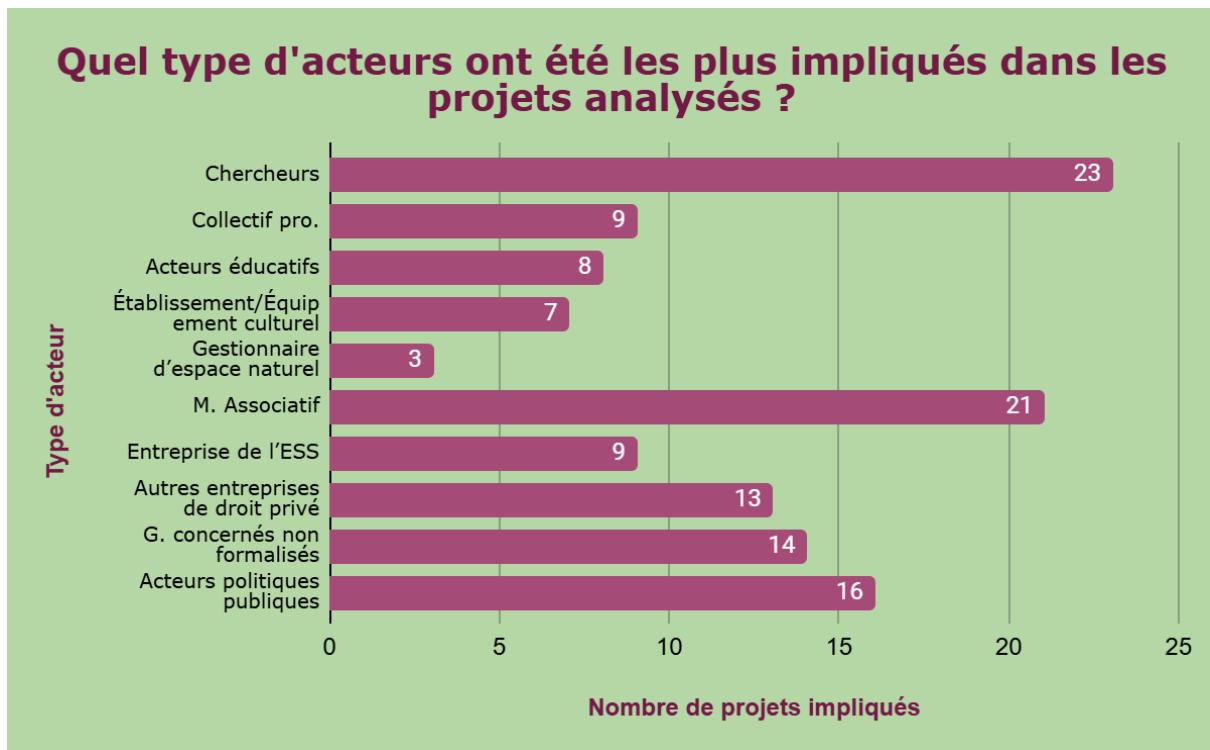
Complétant et approfondissant le questionnaire, la grille d'entretien (de type semi-directif) accordait quant à elle une attention particulière à la dynamique relationnelle et à l'organisation du travail des acteurs que sein des projets enquêtés. La guide était divisé en trois parties : 1/ appariement des acteurs (repérage des acteurs, constitution de leur écosystème d'acteurs, dynamique de travail), 2/ niveau de participation des acteurs (association des acteurs aux différentes phases du projet, gouvernance, approches méthodologiques mobilisées), et 3/ ressources mobilisées (financement et autres moyens – humains, matériels, etc. – nécessaires au projet).

Les résultats de l'enquête (questionnaire et entretiens) ont été discutés par les membres de la composante, ce qui a permis d'enrichir l'analyse et d'identifier des pistes de réflexion.

Au total, 27 projets ont été analysés⁶. Dans la plupart des cas (questionnaire et entretiens), ce sont les coordinateur.trice.s de projets qui ont répondu (25 projets sur 27). La plupart de ces projets étaient en cours (18/28), 7 étaient finalisés, un dans une phase d'émergence et un autre en pause. Par souci de confidentialité, nous ne pouvons donner d'informations trop détaillées sur les projets analysés – le monde de la RP est petit et les informations sont rapidement identifiantes –, mais nous pouvons dire qu'ils s'inscrivent dans différents domaines tels que la protection de l'environnement, l'éducation, la culture ou l'économie sociale et solidaire. Ils s'adressent à différents publics et sont menés à peu près autant en milieu rural et qu'urbain.

Comme le montre le graphique ci-dessous relatif au type d'acteurs impliqués dans les projets, la plupart des projets enquêtés ont mobilisé des chercheurs (23 projets sur 27) et des partenaires associatifs (21 projets sur 27), suivis par les acteurs des politiques publiques et les groupes concernés non formalisés (par exemple, des citoyens ou des collectifs des habitants).

⁶ Sur les 37 questionnaires reçus, 18 ont été analysés, la différence étant due au fait que les questionnaires incomplets ont été écartés. Parmi eux, 11 projets ont pu faire l'objet d'entretiens d'approfondissement. Par ailleurs, nous avons ajouté à l'analyse 9 autres projets, en nous greffant sur les entretiens réalisés au sein de la composante 4 d'EQUIPACT.



Graphique 1 : types d'acteurs impliqués dans les projets enquêtés

S'agissant des limites de notre approche méthodologique et de nos analyses, il est important de mentionner que les questionnaires reçus ne bénéficiaient évidemment pas tous de la même quantité et de la même qualité d'informations. La longueur du questionnaire et la formulation parfois compliquée de certaines questions ont entraîné des questionnaires incomplets et/ou des réponses qui ne correspondaient qu'imparfaitement aux attendus. Lorsqu'ils étaient trop incomplets, les questionnaires ont été retirés de l'analyse ; dans d'autres cas, les entretiens d'approfondissement ont permis de compléter et d'approfondir les réponses.

Par ailleurs, l'une des limites principales de notre enquête est qu'elle ne permet pas de saisir pleinement les niveaux et modalités de participation des acteurs dans les projets enquêtés, autrement dit la manière dont s'est fait le repérage et l'appariement des acteurs, puis dont le cadre participatif s'est mis en place et a fonctionné. Ce travail aurait nécessité un travail d'enquête qualitative plus poussé – en menant notamment des entretiens avec l'ensemble des parties prenantes des projets enquêtés, et non seulement avec les coordinatrices.teurs – travail qu'il ne nous a été possible que d'initier dans les deux ans du projet.

Malgré ces limites, les résultats de cette enquête donnent un aperçu intéressant des processus qui sous-tendent la mise en place de projets participatifs. L'hétérogénéité des projets nous permet de voir comment chacun est unique car il s'inscrit dans un contexte spécifique, avec des acteurs aux intérêts particuliers. En même temps, l'enquête permet d'identifier certains éléments transversaux, tout particulièrement s'agissant des freins et des leviers constatés dans les phases d'émergence des projets de RP.

B. Contexte de gestation des projets de RP enquêtés

S'agissant du contexte entourant l'émergence des projets de RP, nous pouvons distinguer, au jour de notre enquête, trois éléments transversaux à l'ensemble des projets enquêtés.

Premièrement, le contexte global est évidemment essentiel dans la gestation des projets ; notre enquête nous permet ainsi de distinguer des éléments de contexte structurels, qui façonnent le lieu dans lequel le projet est mené, et des éléments de contexte conjoncturels, qui révèlent les enjeux animant le débat public local, ou de manière plus large. A titre d'exemple, nous pouvons mentionner le projet X, se déroulant sur un territoire rural historiquement agricole affecté par les effets d'une activité industrielle installée depuis plusieurs décennies (*élément structurel*), et dont les réaménagements actuels questionnent les habitants. Ce contexte a suscité la création d'un collectif de citoyens opposés au projet (*élément conjoncturel*), à l'origine du projet de RP ainsi conçu, en premier lieu, pour documenter et outiller leur plaidoyer.

En second lieu, selon à qui/quoi revient l'initiative des projets, les trajectoires sont différentes, notamment dans les conditions d'appariement des acteurs et de problématisation du projet. A l'image du projet X, certains projets partent ainsi du terrain, autour d'une mobilisation sociale sur une problématique particulière, ou bien autour d'un travail réflexif initié au sein d'une organisation s'interrogeant sur ses pratiques. Dans d'autres cas, les projets émergent du champ académique, à la suite de pistes générées par des recherches antérieures, un stage étudiant, etc. C'est par exemple le cas du projet Y, s'interrogeant sur la crise d'un secteur professionnel donné en partant d'une recherche ayant permis de dresser un certain nombre de constats et d'hypothèses, et dont la première étape du projet de RP a ainsi consisté à mobiliser, tout à la fois, les professionnels du domaine et les bénéficiaires de leur action, avec la perspective de coconstruire, ensemble, des pistes de solutions adaptées. Le projet peut aussi partir d'une rencontre, à l'occasion par exemple d'une conférence ou autre évènement public, facilitant le rapprochement entre acteurs intéressés par un même enjeu. Avec l'institutionnalisation progressive de la RP, le projet peut enfin tirer sa source d'un cadre plus institutionnel, avec un caractère parfois même injonctif. C'est le cas par exemple du projet Z, trouvant son origine dans un gros programme de recherche national, et dont l'un des axes consistait à impulser la création d'espaces d'intermédiation afin de favoriser la constitution et le développement d'écosystèmes de recherche interdisciplinaire et participative afin de coconstruire et tester, ensemble, la pertinence d'un nouveau paradigme devant éclairer sous un jour nouveau les interactions société-environnement.

Troisième élément, enfin, il est à noter que la plupart des projets enquêtés abordent des questions objets de débat public, liées par exemple à la protection de l'environnement ou à la lutte contre des inégalités sociales. Dans certains cas, cette situation peut être favorable, en se traduisant par des opportunités de financement ou de partenariat avec des acteurs stratégiques ; c'est le cas par exemple de ce projet, animé par « un sentiment de catastrophe partagé vis-à-vis duquel tous les acteurs se mobilisent de manière solidaire » (verbatim issu de l'enquête). A l'inverse, la controverse peut aussi compliquer l'accès aux financements et aux collaborations, ainsi que la dynamique même du projet.

C. Ambitions des projets de RP enquêtés

Ainsi compris, les « problèmes » à l'origine des projets de RP sont rarement uniquement liés à un manque de connaissances qu'il faudrait combler par le croisement d'expertises diverses. Le constat est souvent d'abord celui d'un morcellement des acteurs concernés par une même question – éclatement qui paralyse d'emblée toute action ou même réflexion commune –, ou d'un besoin de réflexivité collective sur un domaine d'action transversal à plusieurs catégories d'acteurs – absence de réflexivité qui paralyse le changement de pratiques.

Ce faisant, notre enquête permet ainsi d'étayer certaines pistes de recherche récentes⁷ : les projets de RP n'ont pas pour seul objectif, comme on le retient souvent, la co-production de savoirs (scientifiques et/ou actionnables). Cette coproduction est certes essentielle, mais elle n'apparaît guère comme la finalité première dans les projets enquêtés : la co-construction des savoirs est en effet d'abord envisagée comme *un moyen* de contribuer à transformer une réalité considérée comme problématique. Les enquêté.e.s sont parfois très clairs à ce sujet : pour eux, il s'agit de « lier transformation sociale et recherche académique dans un temps conjoint », voire de tester l'hypothèse que la « co-production des connaissances possède une dimension transformative, tant à l'échelle individuelle qu'à l'échelle des politiques publiques » (verbatim issus de l'enquête).

L'ensemble des projets enquêtés est donc, dès leur émergence, essentiellement tourné vers l'action, que cette action concerne la transformation d'une réalité problématique (par ex un phénomène naturel perturbé par l'action humaine) ; la production d'un plaidoyer (voire comblement d'un angle mort des politiques publiques) ; l'évaluation d'un dispositif (outils, techniques, formations, dispositifs d'accompagnement, etc.) pour favoriser sa meilleure adaptation aux besoins de ses usagers ; le co-développement d'une innovation sociotechnique (comme par exemple dans ce projet, partant de la question de « comment faire pour que la technique ne serve pas de filtre régulant l'accès aux moyens de la transition, mais un vecteur fédérateur servant à fabriquer des citoyennetés environnementales » (sic)) ; ou encore le renforcement de la participation de certains acteurs à une réflexion collective et à l'établissement de choix politiques (dans certains projets, la participation n'est pas qu'un moyen, elle représente également un objectif, visant à instaurer de nouveaux rapports entre participants).

Même lorsque l'ambition première est de sensibiliser une population à un problème particulier (par exemple la méconnaissance estimée d'un sujet, d'un enjeu ou d'un changement émergent), le projet ne se résume pas pour autant à une « simple » opération de médiation scientifique, descendante et diffusionniste : l'action de médiation poursuit l'objectif premier de co-produire de nouveaux imaginaires et agencements sociaux à visée capacitive, en vue de participer à la transformation d'une réalité considérée.

⁷ Citons notamment, à titre non exhaustif : Maïté Juan, « Les recherches participatives à l'épreuve du politique », *Sociologie du travail*, Vol. 63 - n° 1 | Janvier-Mars 2021, DOI: <https://doi.org/10.4000/sdt.37968> ; Evelyne Lhoste, « Trajectoire d'un champ d'action stratégique : les recherches participatives sont-elles solubles dans la science ? », *Technologie et innovation*, 2022, Recherche-responsable-et-responsabilite-academique, 7. {hal-03606062} ; ou les recherches en cours menées par Baptiste Bedessem. Pour de plus amples développements, voir notre article, en ligne : Evelyne Lhoste, Julien Mary, Jimena Sierra, Claudia Aguirre, François Millet et Lucile Ottolini, « La recherche-action participative peut-elle être transformante ? », 2025. {hal-04870210}.

Pour ce faire, la RP est globalement envisagée comme le meilleur chemin possible pour penser collectivement une question et faire commun autour d'un objectif transformatif, voire même le « seul moyen de trouver des solutions pérennes aux problématiques environnementales » (verbatim issu de l'enquête). Cela passe par la nécessité de donner voix à certains acteurs non-reconnus comme partenaires de l'enseignement supérieur et de la recherche, et de légitimer la capacité de leurs savoirs, expériences et objectifs à s'hybrider avec ceux de la recherche.

D. Freins à l'émergence des projets de RP enquêtés

a. Des temporalités différentes et mal adaptées

L'enquête que nous avons menée auprès de porteurs de projets de RP apporte un regard intéressant sur les freins et leviers identifiés dans les processus d'émergence des projets de RP ; c'est même là que l'enquête se révèle la plus riche.

Du côté des freins, les problèmes de temporalité reviennent très souvent dans les projets enquêtés ; ils peuvent être de plusieurs ordres. Tout d'abord, d'une catégorie d'acteurs à une autre, les régimes de temporalité sont différents, entre, par exemple, un collectif d'habitants confronté à l'urgence d'agir sur un problème empoisonnant son environnement, et la temporalité de la recherche, structurellement plus longue. Ces temporalités différentes peuvent faire différer les attendus d'une catégorie d'acteur à une autre, ainsi qu'en témoigne l'un.e des enquêté.e.s : « les chercheurs, ils aiment bien les choses très conceptuelles. Les acteurs économiques, ils aiment les choses (...) mises en œuvre rapidement » (sic).

La temporalité peut également poser problème au niveau de la possibilité même du projet, les délais prévus par les appels à projets, et plus largement par les bailleurs, étant souvent estimés comme peu compatibles avec la temporalité longue et les étapes clés de l'émergence d'un projet de RP. Ces dernières impliquent en effet nécessairement une phase essentielle d'incubation (repérage et appariement des acteurs, co-problématisation, négociations diverses, etc.) qui n'est généralement pas incluse dans les calendriers de financement. Cela peut être préjudiciable au projet, car les acteurs ont besoin de ce temps pour se connaître et négocier les objectifs et le plan d'action, en tenant compte des intérêts et disponibilités de chacun. De l'autre côté, la durée de gestation des projets peut entrer en contradiction avec la pratique professionnelle même de certains acteurs. Ainsi avec les chercheurs, « en proie à cette accélération qui conduit à une famine temporelle qui empêche les membres de l'ESR de prendre le temps nécessaire au développement de ces approches systémiques » (verbatim issu de l'enquête).

b. Un financement compliqué

Souvent liée aux problématiques complexes portées par les projets, ainsi qu'à l'hétérogénéité des acteurs associés, la durée généralement (très) longue de gestation des projets de RP s'explique également, dans les projets enquêtés, par des difficultés d'accès aux financements, mais aussi par les procédures qui s'appliquent une fois qu'il a été obtenu. Dans certains cas, la recherche de financement peut prendre des mois, voire des années. Les porteurs sont alors contraints de multiplier les réponses et/ou de livrer un véritable travail de plaidoyer pour avoir une chance de financer le projet, risquant au passage de distendre le

consortium ou de tordre le projet pour correspondre aux attendus de l'AAP. Les AAP s'inscrivent par ailleurs ordinairement dans un temps court, obligeant les porteurs de projets à rechercher en permanence des sources de financement pour pérenniser leurs actions et consolider leur équipe de travail.

Plus largement, dans les projets enquêtés, les AAP sont souvent jugés inadaptés aux réalités de la RP. Plusieurs porteurs de projets notent ainsi la difficulté à rétribuer justement l'ensemble des participants, les budgets étant jugés souvent faibles, mal configurés et avec un coût administratif élevé. Au sein du projet, la répartition du budget peut également être source de tensions entre partenaires.

Enfin, la plupart des appels à projets ne prévoient pas de cadre pour financer les activités d'intermédiation, pourtant généralement estimées comme essentielles à la bonne marche des projets. De nombreux.ses enquêté.e.s mentionnent en effet le besoin d'un individu ou d'un groupe d'individus, au sein de leur projet, en charge de l'animation et de la dynamisation des processus, pour entretenir les liens, repérer et accompagner l'appariement, orchestrer la co-problématisation, tenir la plume des réponses aux AAP, etc.

c. L'organisation de la participation

Les difficultés sont évidemment aussi liées à la participation elle-même ; elles peuvent être alors de plusieurs ordres, s'agençant dans une configuration propre à chaque projet. Au jour de notre enquête, nous pouvons cependant ébaucher une première typologie, en distinguant en premier lieu (1) les difficultés liées à l'hétérogénéité des acteurs associés, et (2) celles liées à leur dynamique collective.

Dans la première catégorie, figurent d'abord les *difficultés épistémiques*. Elles sont liées au fait de faire se croiser des acteurs ne se connaissant pas et évoluant dans des régimes épistémologiques et des registres de discours souvent très différents. Dans les projets enquêtés, le nombre et la diversité des acteurs associés sont ainsi souvent vus tout autant comme une richesse que comme des « facteurs de risques en termes de qualité du dialogue » (verbatim issu de l'enquête), pouvant causer des incompréhensions, voire de véritables conflits de sens et de valeurs entre les participants. Dans plusieurs projets enquêtés, ces difficultés se traduisent également, chez certains acteurs non-académiques, par un questionnement sur leur légitimité au sein du processus de RP. Non-chercheurs statutaires, ils s'interrogent généralement sur la pertinence et le bien-fondé de leur participation à un programme de recherche, mentionnant le cas échéant des difficultés à se percevoir comme porteurs de savoirs, à formuler des avis, à prendre en charge telle ou telle tâche et, plus encore, à coordonner l'ensemble des partenaires du projet⁸.

De manière liée, les difficultés peuvent être plus *ontologiques* encore, en rapport avec les différentes cultures et pratiques professionnelles qui doivent cohabiter et se confronter dans un projet de RP. Au sein des projets enquêtés, certains acteurs sont ainsi décrits comme peu familiarisés avec ce type de projet, y entrant ainsi avec difficulté car la participation et/ou la recherche ne sont guère véritablement intégrés à leur habitus professionnel. C'est le cas par exemple de certains chercheurs mentionnés par les enquêté.e.s, se refusant à participer à certains espaces d'échange, au sein du projet, car les considérant comme ne participant pas

⁸ Notons que la question de qui est l'acteur légitime pour piloter le cadre d'intermédiation est une question partagée au sein de nombreux projets de RP enquêtés.

du processus de recherche à proprement parler ; de l'autre côté, certains acteurs non-académiques sont décrits comme empêchés dans leur participation au processus de recherche par les difficultés éprouvées à passer d'attentes peu formalisées, et avant tout liées à la pratique (par exemple, l'évaluation de l'efficacité d'un dispositif d'intervention sociale), à des questions de recherche. En écho, les participants aux projets de RP enquêtés – académiques comme non-académiques – mentionnent également des difficultés à faire pleinement valoir leur investissement dans le projet de RP au sein des organisations sociales qu'ils représentent et qui les emploient. Cela se traduit par un manque de reconnaissance et de valorisation, au sein de leur organisation, de leur participation et de ses résultats, mais également – plus difficile à court terme à l'échelle du projet – par une forme d'indisponibilité structurelle, ces acteurs ne pouvant obtenir que leur soit alloué par leur organisation le temps réellement nécessaire au projet.

Enfin, les difficultés « *anticipationnelles* », i.e. liées aux différentes attentes portées par les acteurs vis-à-vis du projet et de ses résultats, sont également souvent mentionnées dans les projets enquêtés. Cela tient au fait que les attentes vis-à-vis du projet sont rarement les mêmes d'une catégorie d'acteurs à une autre, voire d'un individu à un autre. Ces attentes concernent tout autant les résultats et productions du projet – différents par exemple selon qu'on est membre d'une association ou chercheur – que le processus participatif lui-même. Ainsi, certain.e.s enquêté.e.s soulignent une forme de frustration chez certains participants, s'attendant à participer plus activement au processus de recherche ou à ce que leur contribution soit davantage considérée. A l'autre bout, le manque de participation de certains acteurs – tout particulièrement chez les acteurs des politiques publiques – est également parfois expliqué par des craintes quant aux résultats de la recherche et à leurs effets sur le réel (par exemple, un résultat pouvant remettre en cause une décision politique ou économique), se traduisant, chez ces acteurs, par une certaine forme de réserve, d'inertie, voire même de blocage.

Les difficultés peuvent également relever de la dynamique collective du projet. Elles peuvent être d'ordre *pratique*, témoignant de la difficulté à organiser la participation concrètement, en raison notamment de la distance géographique entre participants, de leurs disponibilités, de leur nombre, ou par manque d'espace commun ou de « moments conviviaux qui facilitent des liens (...) de confiance entre partenaires » (verbatim issu de l'enquête).

Comme on l'imagine, la dynamique collective du projet peut également être freinée par des difficultés *relationnelles*, le processus de RP associant des acteurs avec des intérêts (économiques, politiques, etc.) différents, parfois même avec un passif conflictuel. Le cas échéant, certain.e.s enquêté.e.s ont souligné que le manque de participation de certains acteurs pouvait également s'expliquer par une certaine forme de réserve, voire d'auto-censure, par rapport à d'autres acteurs engagés dans le projet (ex : associations prudentes vis-à-vis des collectivités, pour ne pas mettre en péril leur financement).

Les difficultés peuvent enfin également être de nature *organisationnelle*, au sein de l'équipe-projet comme au sein des organisations participantes. Au sein du projet, les enquêté.e.s ont ainsi mentionné, de manière récurrente, les difficultés à identifier les acteurs « nécessaires » au projet (par exemple dans un projet se déroulant à l'échelle d'une métropole, avec une sociologie d'acteurs particulièrement complexe), puis à les mobiliser, sur le temps long du projet, alors que ces acteurs sont souvent peu disponibles et sur-sollicités (cas en particulier des acteurs publics), ou bien se sentent peu légitimes.

L'enquête révèle également des difficultés éprouvées à positionner les acteurs mobilisés au « bon » niveau de gouvernance, ce d'autant que les enquêté.e.s sont plusieurs à noter qu'ils ont eu régulièrement à lutter contre une tendance « naturelle » à revenir à un fonctionnement descendant. Mais la complexité se situe aussi à l'intérieur des organisations participantes, les enquêté.e.s soulignant les difficultés exprimées par certains participants à socialiser le projet à l'intérieur des organisations qu'ils représentaient (i.e. au-delà des individus participant au projet). Ces éléments ne sont pas sans conséquence sur le projet, ce d'autant que les personnes participantes n'ont pas toujours mandat de prendre des décisions pour les organisations qu'elles représentent.

Au-delà, les enquêté.e.s relèvent que le caractère mouvant des collectifs de RP – les individus étant rarement tout à fait les mêmes d'une étape à l'autre du projet – met à l'épreuve le déroulé et le périmètre participatif du projet, nécessitant fréquemment de reconstruire une relation de confiance éclairée avec les nouveaux arrivants, voire de redistribuer les rôles au cours du projet. Les cercles de participation peuvent en effet s'élargir à mesure que le projet avance (par exemple, avec le projet V : petit groupe qui problématisé, groupe plus large qui définit le protocole, groupe encore plus large qui le met en œuvre) ou à l'inverse se réduire. Dans un certain nombre de projets, les acteurs ayant identifié le *problème* à la source du projet ne sont pas nécessairement associés au déroulé du projet (l'analyse du questionnaire ne nous permet cependant pas de savoir s'il y a eu explicitement délégation ou non). Plus largement, la participation est globalement variable dans le temps (par exemple, avec le projet W : on fait émerger les questions / besoins avec un cercle large, on réduit pour problématiser et construire le protocole, on élargit à nouveau pour le mettre en œuvre, on réduit ensuite pour analyse). En la matière, certains projets développent une véritable planification de la participation ; pour d'autres, le collectif prend forme au fur et à mesure que les acteurs s'approprient le projet.

E. Leviers à l'émergence des projets de RP enquêtés

Pour répondre à ces difficultés, les enquêté.e.s tentent de construire des espaces et des dynamiques de travail plus horizontaux et dialogiques. Certain.e.s enquêté.e.s le mentionnent ainsi clairement : il s'agit de « valoriser l'expertise des acteurs de terrain » et de les considérer comme « co-chercheurs » (sic), expérimentant en cela de nouvelles formes de communautés de pairs, portés par une approche pluraliste de l'objectivité scientifique⁹.

a. Ancrages sociaux et territoriaux

En la matière, la préexistence de réseaux d'acteurs est généralement identifiée par les enquêté.e.s comme un élément facilitant l'émergence des projets. Ces réseaux prennent essentiellement deux formes, non exclusives.

⁹ Baptiste Bedessem and Stéphanie Ruphy, « Citizen Science and Scientific Objectivity: Mapping Out Epistemic Risks and Benefits », *Perspectives on Science*, 2020, 28 (5), pp. 630–654. Doi : https://doi.org/10.1162/posc_a_00353

Soit – à l'image d'ALLISS avec le projet EQUIPACT – les projets prennent leurs sources et s'articulent à des méta-réseaux, souvent professionnels ou sectoriels, ayant préparé une forme de pré-socialisation à la RP. Ces réseaux fonctionnent comme des espaces communs facilitant l'interconnaissance, le co-apprentissage, l'émergence de questionnements collectifs et une forme de réflexivité collective. Dans l'enquête, c'est le cas par exemple du Réseau des Zones Ateliers du CNRS (RZA), du Réseau National des Espaces-Test Agricoles (RENATA), du réseau de projets et d'acteurs constitué autour de la Plateforme d'Observation des Projets et Stratégies Urbaines (POPSU), etc., qui ont tous en partage l'objectif d'appuyer la constitution d'écosystèmes mixtes d'acteurs, et de faire converger la recherche interdisciplinaire avec l'action de terrain.

Soit ces réseaux ont été constitués autour de projets-sources, précédant les projets enquêtés, ayant permis de payer un premier coût d'entrée dans la participation, mais aussi de faire monter en légitimité l'approche participative ainsi que, le cas échéant, le cadre d'intermédiation lui-même. D'un projet à l'autre, se développent et s'affinent une forme de culture épistémique et de mémoire opérationnelle communes. Ainsi avec le projet T, ayant précédé le projet U : « les structures ont appris à travailler ensemble (...) et cela a permis une mise en réseau qui a favorisé les collaborations futures » (verbatim issu de l'enquête).

Plus globalement, l'ancrage territorial de tout ou partie des partenaires du projet est également très fréquemment cité comme un élément déterminant dans l'émergence des projets de RP. La présence de longue date de chercheurs ou d'associations sur un territoire donné est en effet souvent mentionnée comme susceptible de renforcer les interactions avec les acteurs locaux et habitants, de par la mobilisation d'un cadre de confiance déjà établi. Ici, les enquêté.e.s sont nombreux.ses à souligner l'importance des acteurs-relais / intermédiaires (partenaires du projet ou facilitant sa socialisation), qui permettent de nourrir et renforcer les liens avec les acteurs à l'échelle locale. C'est le cas par exemple de cette association qui, reconnue par les acteurs « comme une structure qui respecte les savoirs locaux » (verbatim issu de l'enquête), a favorisé de manière déterminante les conditions même de possibilité du projet S, la présence de cette association étant perçue par les acteurs comme la garantie d'une participation juste et équitable.

Tout aussi important, le contexte sociopolitique local est généralement estimé comme déterminant, de nombreux.ses enquêté.e.s soulignant notamment l'importance de la volonté politique, qui, lorsqu'elle est forte, facilite par ricochets la mobilisation d'autres acteurs (recherche et associations). Cette volonté politique peut du reste s'incarner dans des financements dédiés, alloués par une collectivité, une agence de l'Etat ou une fondation. Dans certains, la dynamique de collaboration est telle que les bailleurs vont jusqu'à devenir de véritables partenaires du projet.

b. La clé du financement

Pour repérer et avoir accès aux financements qui permettent d'initier leurs projets, les enquêté.e.s s'appuient généralement sur l'expertise de certains de leurs partenaires académiques (en particulier lorsque ces financements proviennent de la recherche) et non-académiques (lorsque ces financements relèvent d'autres appels d'offres ou sont négociés directement avec des bailleurs publics ou privés). En la matière, les enquêté.e.s sont plusieurs à souligner l'expertise dont disposent certaines structures associatives en matière de levée de fonds. La fragilité économique de ces acteurs les a en effet souvent

conduits à développer de véritables capacités d'ingénierie financière ainsi que des relations privilégiées avec certains bailleurs.

Plus largement, les enquêté.e.s rapportent que le financement est une question clé dans l'initiation de la dynamique de collaboration, les projets enquêtés étant généralement animés par le souci d'équilibrer les sources de financement (notamment entre public et privé, pour éviter les risques de dévoiement du projet), et à répartir ce dernier de manière équitable entre les partenaires.

Au-delà, il convient de souligner que les effets du financement sur projet sont plus équivoques qu'il n'y paraît (voir supra, *D.b. : Un financement compliqué*), conduisant à s'interroger plus en profondeur sur l'adaptation du mode projet à la RP. En effet, malgré les difficultés d'accès aux financements et la complexité des procédures, de nombreux.es enquêté.e.s soulignent l'importance de la réponse à un AAP pour cristalliser un collectif de RP : parfois le collectif existe préalablement à la réponse à l'AAP, parfois cependant c'est bien la réponse collective à un AAP, dans son caractère officiel et engageant, qui permet de faire société autour d'un projet.

c. Adaptativité et réflexivité

Face aux réalités complexes (notamment en termes de temporalités et de sociologie d'acteurs) des projets de RP, les enquêtés insistent sur la nécessité d'accepter – en l'organisant – la dimension itérative et adaptative des projets participatifs, le projet se construisant en s'adaptant en permanence aux apports des différents partenaires. Les enquêtés expliquent ainsi tenir compte des retours des participants, de leurs critiques, mais aussi de l'évolution du contexte (législatif, sanitaire, environnemental, politique...), etc., pour, en fonction, réajuster la méthodologie de travail. Ainsi, résume l'un.e des enquêté.e.s : « tout au long du travail (l')es problèmes ont été reformulés, complétés, en même temps qu'ils étaient partagés par les acteurs de la recherche, confrontés aux expériences de chacun.e ». En pratique, les enquêté.e.s soulignent également l'importance de s'adapter aux contraintes et rythmes de chacun ; ainsi le projet R, mentionnant la question-clé du planning des réunions, réalisées entre midi et deux afin de s'adapter au mieux aux disponibilités des associations partenaires.

De nombreux enquêtés mentionnent enfin – sans que ce soit nécessairement dit en ces termes – l'importance d'entretenir un processus réflexif partagé, et d'en faire un moteur du projet. Cela passe par l'organisation de temps d'échange, au sein du projet, sur la recherche en train de se faire, afin de « lutter contre le storytelling » et doter le collectif de la « capacité d'être auto critique, (d')identifier ses erreurs » (verbatim issu de l'enquête). Ce travail réflexif est également mené au sein des organisations participantes, tout particulièrement quand plusieurs membres sont intégrés au projet ; ainsi, note un.e enquêté.e : « le fait de pouvoir être plusieurs de l'asso impliqués dans le même projet donne un avantage, permet la rétroalimentation ».

Ce faisant, les enquêtés insistent plus globalement sur l'importance des temps d'échange, qui permettent de construire une confiance mutuelle en même temps que de négocier l'économie générale du projet. Chez les participants, cela se traduit par la mobilisation de compétences sociocognitives spécifiques, notamment la « volonté » et la « curiosité », facultés régulièrement citées parmi les enquêtés. Ces capacités individuelles et collectives,

expliquent les enquêté.e.s, sont développées et mises à profit pour construire des modèles organisationnels plus équitables, favorisant les valeurs de partage, de coopération et de diversité. Un levier inattendu est ainsi apparu à quelques reprises dans l'enquête : la curiosité pour la RP en tant que telle, la volonté d'en expérimenter les processus pour, *in fine*, monter en compétences et en légitimité sur le sujet.

d. Un cadre de participation clair et négocié

Pour qu'un projet de RP réussisse à émerger et à se développer, les enquêté.e.s insistent sur la nécessité que les valeurs susmentionnées se traduisent dans les faits, par la co-construction de cadres de participation et de gouvernance clairs et négociés. Si notre enquête ne permet pas de saisir en profondeur les niveaux et modalités de participation des acteurs dans les projets enquêtés, il est cependant possible de distinguer différents espaces/temps forts du projet durant lesquels ce cadre est pensé et négocié.

Soulignons d'abord l'importance de la phase d'émergence du projet (autour notamment de la réponse commune à un AAP), qui représente un premier moment d'échange entre les partenaires au cours duquel sont discutés les objectifs et les actions à privilégier, ainsi que le cadre de participation. Le niveau de complexité de cette phase peut dépendre d'un certain nombre de facteurs, notamment le nombre de partenaires et le degré de familiarité entre eux. Co-construire, au sein du projet, une vision commune du futur et des effets du projet peut ici servir de liant ; les enquêtés sont en tout cas nombreux à la souligner. Cette vision du futur est également essentielle à l'échelle des organisations participantes. En effet, la capacité des acteurs impliqués à entrevoir la manière dont les résultats du projet pourront servir leur action est évaluée par plusieurs enquêtés comme un facteur-clé dans l'implication de certains acteurs et, *in fine*, dans le succès des projets.

Une fois le projet en cours, deux autres espaces clés d'échange peuvent être distingués : le travail autour des tâches prévues et celui à l'œuvre dans les instances de pilotage du projet. Selon les projets enquêtés, le travail sur les activités spécifiques peut être organisé en groupes de travail ou être délégué à certains acteurs en particulier. La participation à ces instances dépend souvent de l'intérêt de chaque partenaire et tous n'y participent pas systématiquement. Entre les lignes, on comprend ainsi que ces activités sont un des lieux d'articulation entre dimensions collectives et individuelles du travail participatif, ainsi qu'en témoigne un.e participant.e à l'un des projets enquêtés :

« Au global, j'ai bien aimé la manière dont c'était (...) très clair sur les missions de chacun, sur (...) ce qu'on avait à faire après les réunions. Et coup, c'était aussi très autonomisant pour chaque partenaire de se dire : OK, donc mon cadre il est là. Et (...) dans ce cadre, c'est à moi aussi d'innover dans ce que j'ai à ma disposition et ce que je vais en faire par rapport aux objectifs du projet » (verbatim issu de l'enquête).

Du point de vue de la gouvernance collective des projets, l'enquête montre une grande diversité de situations : du projet sans gouvernance formalisée au projet fonctionnant avec plusieurs cercles de gouvernance. On peut en tout cas observer que, quand ils existent, les comités de pilotage sont le plus souvent « élargis », afin de garantir la représentativité de toutes les parties prenantes impliquées dans le projet. En termes de prise de décision, l'approche collégiale ou consensuelle est généralement privilégiée, sans que l'enquête, en l'état, puisse nous permettre d'en préciser systématiquement les modalités. Ce type de

processus privilégie quoiqu'il en soit la discussion et l'échange d'idées, mais peut également impliquer des négociations longues en fonction du sujet à traiter.

e. Une panoplie d'approches méthodologiques

Ici, un élément facilitant fréquemment mentionné est l'appui sur des approches méthodologiques facilitant la participation et l'expression de différents types d'acteurs. De très nombreux enquêtés ont ainsi mentionné la mobilisation d'outils, souvent empruntés à l'éducation populaire ou plus marginalement au champ de l'évaluation formative (méthodologies type « chemin d'impact »), pour guider le processus d'émergence et de co-construction du projet en facilitant notamment la prise de parole des acteurs et la co-élaboration d'objectifs communs.

L'enquête révèle une extrême diversité et une grande inventivité en la matière. Il est cependant possible de suggérer un début d'ébauche de typologie de ces approches et outils.

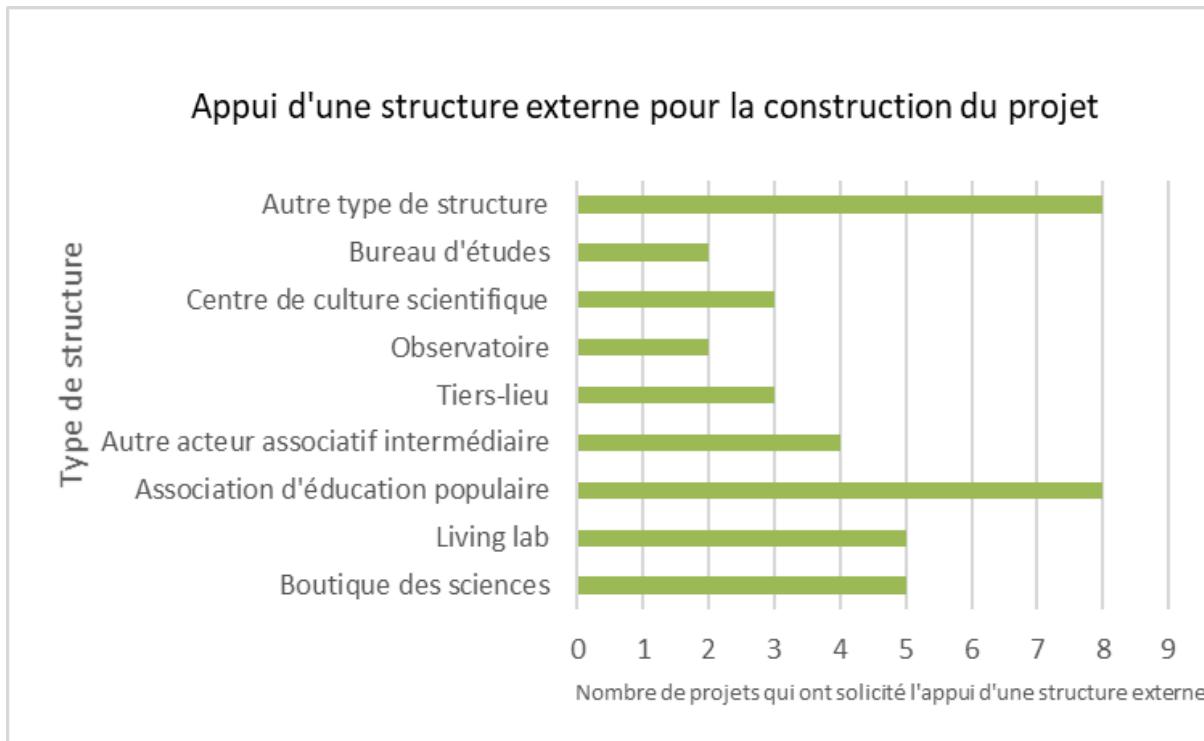
Certaines approches relèvent ainsi de méthodes d'enquête et de diagnostic des problèmes et des attentes, par questionnaires et entretiens, collecte de données quantitatives et qualitatives, réalisation d'observations collectives *in situ* (photoconstats et autres méthodes d'observation et de cartographie participative), ou bien encore en mobilisant des outils de simulation basés sur des jeux de rôle. D'autres s'apparentent davantage à des méthodes de concernement et de co-problématisation, par le biais d'ateliers collaboratifs et de concertation utilisant des méthodes d'intelligence collective (cartographie des controverses, débats boule de neige, etc.), jusqu'à l'emploi de méthodologies par le faire (souvent par souci d'adaptation à certains publics éloignés ou empêchés, comme par exemple le dessin ou le modelage).

D'autres encore proposent des méthodologies globales de co-construction et de suivi-évaluation, en puisant dans la panoplie d'outils de la recherche-action participative, dans les méthodes d'analyse d'impact (comme la méthode ASIRPA RT), en organisant des ateliers d'anticipation (co-construction d'une vision commune du futur) ou en mobilisant des approches méthodologiques développées et proposées par les living labs et boutiques des sciences qui, le cas échéant, accompagnent les projets. D'autres enfin explorent des voies pour capitaliser et partager, chemin faisant, les différentes activités et productions du projet, par le biais d'outils collaboratifs numériques et d'espaces de capitalisation et de valorisation partagés (carnets de RP, podcasts thématiques partagés, etc.).

Surtout, les projets enquêtés ne s'en tiennent généralement pas à une seule approche : ils mobilisent différents outils, les adaptent et les hybrident collectivement. L'expérimentation collective de ces approches est ainsi souvent mentionnée comme un moment important dans la cristallisation des collectifs de RP enquêtés ; ainsi pour ce projet enquêté, dans lequel « les outils concrets produits ensemble (...) [ont fait] l'objet d'un investissement et d'une appropriation plus collective », tandis que les produits écrits ont été essentiellement l'œuvre des « accompagnateurs », autrement dit ici, des chercheurs (*verbatimis issus de l'enquête*).

f. Le rôle des agents intermédiaires

Dans certains projets, ce sont les partenaires eux-mêmes qui mobilisent leurs compétences pour faciliter les phases de co-construction ; dans d'autres cas, les porteurs de projets se font accompagner par des agents intermédiaires¹⁰, tels que, par ordre du nombre d'occurrences dans l'enquête, des associations (notamment par le biais de postes FONJEP recherche¹¹), des boutiques des sciences, des living labs, des bureaux d'étude et de conseil (par exemple, une structure spécialisée dans l'ingénierie de la concertation), des dispositifs académiques comme les Zones Ateliers du CNRS, des centres de culture scientifique et autres tiers lieux, etc.



Graphique 2 : nombre de projets ayant bénéficié, dans leur phase d'émergence, de l'appui d'une structure intermédiaire selon le type de structure cité

Le degré d'implication de ces structures d'intermédiation peut varier en fonction des besoins, d'une intervention ponctuelle dans la phase d'incubation jusqu'à la coordination même du projet. Dans notre enquête, un cas particulier mérite d'être rapporté, cas dans lequel le rôle de l'acteur intermédiaire a été à ce point essentiel qu'il a permis d'organiser, par une méthodologie globale d'enquête, de co-élaboration et de co-réalisation, les conditions de possibilité mêmes du projet, depuis la détection des signaux faibles d'un sujet

¹⁰ Voir Evelyne Lhoste, Geneviève Fontaine, Sandrine Fournie, Juliette Peres et Loup Sardin, « Soutenir les intermédiaires de recherche, une nécessité pour relever les grands défis », *Innovations*, 2024/2, n° 74, p. 99-130. En ligne : <https://shs.cairn.info/revue-innovations-2024-2-page-99?lang=fr>

¹¹ La subvention appelée Fonjep-recherche « est calquée sur le Fonjep, une subvention mise en place dans les années 1960 pour financer les activités culturelles et éducatives conduites par les associations. Elle vise à financer le salaire de ½ poste dédié à la recherche participative pour une période de trois ans. Entre 2019 et 2021, le ministère de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des sports a lancé 3 appels à projets Fonjep-recherche et sélectionné 60 projets. » E. Lhoste et al. « Soutenir les intermédiaires de recherche... », *op. cit.*, p. 103.

de RP en puissance, jusqu'à la co-réalisation du projet et la diffusion de ses produits, en passant par les phases de diagnostic, de recherche de partenaires et de financements, de rédaction du projet, de portage administratif et de coordination opérationnelle, et de contribution aux actions ainsi qu'aux livrables.

Dans la majorité des projets enquêtés, ces intermédiaires – parfois inclus – sont conduits à assurer divers rôles, parfois cumulés dans un agencement et une chronologie propres à chaque projet. Ces fonctions relèvent en général de la veille sur des questions sociales émergentes, de la mise en lien avec de nouveaux partenaires, d'appui à la co-problématisation du projet et à la définition de son protocole, de facilitation de la dynamique collective et de la gouvernance, de soutien juridique, administratif, voire financier, ou même de résolution de conflits. Ce faisant, en agissant dès la phase d'émergence et d'incubation, ces organisations permettent de corriger certains écueils du financement sur projet pointés plus haut, notamment « caractérisé par [...] un soutien ne couvrant que les phases de réalisation »¹².

Au final, les projets de RP que nous avons enquêtés questionnent la définition d'un *projet de recherche* et de la *recherche* elle-même. *Recherche* entendue non pas au sens étroit d'activité académique, mais en tant que processus épistémique de collectivisation d'un enjeu, de co-élaboration d'une question et de mise en œuvre commune d'une méthode pour, *in fine*, renforcer le pouvoir d'agir des acteurs. Le *projet*, lui, est essentiellement compris comme le moyen de réunir les conditions d'un possible changement, d'une transformation, par la mise en œuvre d'une pratique scientifique ayant (également) valeur de mode de capacitation, voire de politisation.

La participation exprime alors une volonté de changer le regard porté par la recherche sur la société : une approche non plus déficitaire, considérant le monde social comme un *public* à éduquer, mais capacitaire, le considérant comme une communauté d'*acteurs*, porteurs de connaissances, « de messages politiques » et de projets d'« émancipation » (verbatims issus de l'enquête), vers lesquels le système de recherche et d'innovation devrait s'ouvrir, « pour relever les défis sociétaux et environnementaux et s'engager dans une transition écologique »¹³ (Lhoste et Joly, 2021).

¹² Raphaëlle Anginot, Florence Belaën, Hélène Chauveau, Cyril Fiorini, Julien Mary, Glen Millot, Pascale Moity-Maïzi, et Mathieu Thomas, « Le renouveau des Boutiques des Sciences en pratiques et en question : focus sur deux dispositifs territorialisés à l'interface Sciences-Société », *Technologie et Innovation*, 7, « Sciences en société partagées », 2022. <https://doi.org/10.21494/ISTE.OP.2022.0870>

¹³ Evelyne Lhoste et Pierre-Benoît Joly, « Chapitre 12. Les recherches participatives : une forme d'organisation alternative au système de recherche et d'innovation ? », in A. Béji-Bécheur, B. Vidaillet et F. Hildwein (dir.), *Organisons l'alternative ! : Pratiques de gestion pour une transition écologique et sociale*, EMS Éditions, 2021, p. 188-198. <https://doi.org/10.3917/ems.beji.2021.01.0188>

II. Documenter les approches méthodologiques d'accompagnement à l'émergence par un processus de réflexivité partagée

S'intéressant « aux obstacles et leviers de la participation dans la genèse des processus de RP en appui à des démarches de transformation socio-écologique », ceci notamment dans l'objectif de « commenter et populariser les méthodes d'émergence de projets et d'appariement entre partenaires de co-recherches en organisant leur complémentarité et leur renforcement » (extraits du formulaire de dépôt ANR du projet EQUIPACT), la composante 2 d'EQUIPACT s'est initialement organisée autour de deux tâches distinctes :

- un travail de co-conception et d'administration d'une enquête visant à mieux comprendre les verrous et leviers à l'émergence des projets de RP (les résultats sont présentés dans le chapitre supra) ;
- et un travail d'identification d'approches méthodologiques pour guider l'émergence et l'incubation de projets de RP.

A. Un travail d'échange et de co-apprentissage entre les membres du consortium

Le travail autour des approches méthodologiques de l'émergence des projets de RP a débuté par un atelier d'échange et de co-apprentissage entre les membres de la composante, organisé lors de la 2ème plénière EQUIPACT, à Caen, fin novembre 2023. Il a permis de présenter et de mettre en discussion – dans leurs avantages, leurs apories, leurs différences et leurs complémentarités – les approches méthodologiques que les membres du consortium mobilisaient en appui à l'émergence des projets de RP sur leurs terrains d'exercice, et de partager un certain nombre de questions et de difficultés.

Ont été ainsi précisées différentes approches, approfondissant la connaissance que nous pouvions en avoir à partir de l'enquête (voir chap. supra), ou bien la complétant ; approches que nous avons proposé de classer selon la typologie suivante :

- *Méthodes de veille et d'enquête pour faire émerger des questions sociales de recherche*

Les méthodes peuvent être ici de plusieurs ordres. Il peut d'abord s'agir de démarches de type « enquête », afin de débusquer un potentiel de recherche-action relevant d'un domaine thématique plus ou moins précis sur des terrains au sein desquels les acteurs ne se posent pas nécessairement de questions de recherche à proprement parler. Ici, la structure intermédiaire (comme par exemple, au sein du consortium EQUIPACT, FabLim – de manière structurelle, voir figure 3 infra – ou le Museum d'Histoire Naturelle de Toulouse – dans le cadre d'un projet de RP sur le moustique tigre) joue un rôle *proactif*, en appuyant la constitution d'un diagnostic et en repérant les acteurs et initiatives de terrain interpellés ou interpellables par ce diagnostic, afin de progressivement les associer en mode projet.

Au sein du consortium EQUIPACT, d'autres acteurs (comme la MSH SUD avec sa boutique des sciences Trait d'union, mais aussi le Réseau des CREFAD ou le Réseau des Zones ateliers) ont exposé davantage fonctionner en mode « *saisine* », autrement dit comme des « tiers espaces » configurés pour accueillir des demandes sociales de recherche et les accompagner jusqu'à la co-construction de projets à l'interface entre recherche et action de terrain.

A l'occasion de ces échanges, certains partenaires EQUIPACT ne se qualifiant pas initialement à proprement parler comme des opérateurs de la RP ont ainsi pu faire mûrir leur questionnement en la matière. Ainsi avec l'association RESOLIS, dont l'Observatoire des initiatives et les publications thématiques qu'il alimente composent d'intéressants outils de diagnostic et de cartographie d'acteurs, outils qui pourraient être utilement mis à profit pour guider l'émergence de potentiels projets de RP. Ainsi également avec les acteurs de la médiation scientifique partenaires d'EQUIPACT, dont le maillage territorial, l'expertise en médiation de connaissances et la panoplie d'outils d'animation, pourraient faire des acteurs intéressants dans l'appui au repérage et à l'émergence de questions sociales de recherche¹⁴.

- *Méthodes d'encapacitation de collectifs pour en faire des « communautés agissantes » dans le cadre de projets de RP*

L'on trouve ici essentiellement les approches méthodologiques, souvent apparentées à l'éducation populaires, mobilisées dans les dispositifs déployés par les acteurs de la médiation scientifique et des sciences participatives associés à EQUIPACT (Le Dôme, TRACES, Les Petits Débrouillards Île de France, TelaBotanica), pour constituer un *public* et le mettre en situation de devenir *acteur* d'un projet de recherche. Ces approches passent souvent par une culture du faire, jugées plus adaptées pour mobiliser et outiller efficacement un public, jusqu'à prendre la forme de méthodologies plus globales d'organisation de la participation.

A l'occasion de ces échanges, la désormais classique opposition entre médiation scientifique et intermédiation de recherche a ainsi pu être discutée et sensiblement nuancée, mettant en valeur non seulement les savoir-faire des acteurs de la médiation (en termes notamment de sensibilisation à la recherche par la pratique et de médiation des savoirs), mais plus largement leur expertise participative, esquissant ainsi un chemin vers la transformation de leurs pratiques.

- *Méthodes d'identification et d'appariement des acteurs en appui à l'émergence des projets de RP*

Ont ici été présentées les démarches de type « chemin d'impact », à travers notamment l'exemple de la méthodologie ASIRPA RT qui, en imaginant un horizon d'effets auxquels on aimerait contribuer, et en co-construisant à rebours un chemin permettant d'y parvenir, représente une méthode intéressante pour identifier les acteurs à associer pour opérer les changements ambitionnés. Ont été également discutées des démarches spécifiques propres à certains acteurs, comme par exemple FabLim ou le dispositif Trait d'Union à la MSH SUD.

¹⁴ A noter que ces questions sont aujourd'hui travaillées dans le projet FDVA « InterMerdiéR », qui vise à transformer les pratiques de médiation pour s'adapter aux besoins d'inclusion des RP. Voir : <https://www.groupe-traces.fr/post/le-projet-intermedier-transformer-les-pratiques-de-mediation-pour-s-adapter-aux-nouveaux-besoins-d>

- *Méthodologies de co-problématisation*

Citons ici, outre à nouveau les démarches de type « chemin d'impact » qui permettent de co-problématiser un projet à partir d'un horizon d'attentes, les approches inspirées par l'éducation populaire (déjà très fréquemment citées dans l'enquête) mobilisées par les partenaires « médiation » et « éducation populaire » d'EQUIPACT, comme par exemple l'« entraînement mental » (CREFAD), consistant à s'entraîner à saisir la complexité de situations sociales vécues, pour pouvoir agir collectivement sur les insatisfactions repérées, et les transformer. D'autres acteurs, à l'image du Museum de Toulouse ou de la MSH SUD et de son dispositif Trait d'Union, font appel à un intermédiaire et appuient la constitution d'un groupe-projet, afin de garantir les conditions de possibilité de la co-problématisation des projets de RP.

- *Méthodologies de prototypage et de suivi-évaluation de la trajectoire de RP vers les effets transformatifs envisagés*

Outre là encore les méthodologies de type « chemin d'impact », permettant de mieux comprendre les leviers et verrous ainsi que le rôle de chaque acteur dans le changement et, ce faisant, d'anticiper ce qui doit être mis en place, collectivement, pour conduire aux résultats escomptés, les membres de la composante 2 ont aussi relevé l'intérêt des méthodes d'éducation populaire, déployées tant à l'oral qu'à l'écrit et permettant de coconstruire un récit transformatif et de s'en servir de guide pour un travail de réflexivité collective.

A Caen, les partenaires EQUIPACT ont aussi fait part de certaines difficultés, relevant d'abord de leurs propres difficultés à identifier ce qui, dans leurs approches, pouvait contribuer à un socle méthodologique commun d'appui à l'émergence de la RP.

Ont aussi été soulignées les contraintes de temporalité et de moyens, l'émergence et l'incubation de projets de RP demandant du temps et des ressources structurelles dont la plupart des partenaires estimaient manquer, soulignant – comme dans l'enquête – la difficulté à se donner le temps et les moyens de la co-construction dans une économie sur projet.

La gestion de l'incertitude apparaît également compliquée, dans le quotidien des projets comme devant les bailleurs. Dans la phase d'émergence d'un projet, en effet, on ne sait pas à l'avance ce que quoi il va déboucher. Faut-il pour autant établir en réponse des critères de sélection ? La question est restée en suspens.

Enfin, les partenaires se sont questionnés sur les fonctions d'intermédiation au sein des projets : comment les légitimer ? comment les financer ? comment trouver le temps et les moyens de mener sur elles un travail réflexif ? comment les formaliser (pour mieux les financer et légitimer) sans les fixer dans une normativité délétère ?

A la fin de l'année 2023, ces questions avaient été laissées de côté pour un prochain atelier, à organiser courant 2024. Mais la conception, l'administration et l'exploitation de l'enquête (dont les résultats sont exposés dans le chapitre précédent) se sont révélés particulièrement chronophage, détournant la composante 2 et son coordinateur de ce travail, qui a pu être repris fin 2024/début 2025 grâce à l'initiative de trois partenaires associatifs d'EQUIPACT.

B. Du constat de problèmes (dans l'enquête) à la co-recherche de nouvelles pistes d'action : des ateliers par et pour les acteurs de la composante 2

A mesure des travaux d'enquête de la composante 2, FAB'LIM, Les Petits Débrouillards Ile de France et TRACES ont partagé un même sentiment : celui de contribuer à la réalisation d'un état des lieux en partageant des études de cas et des réseaux, mais de ne pas voir comblés, en retour, leurs besoins de consolidation méthodologique en matière d'émergence des co-recherches, générant une certaine frustration. C'est ainsi qu'à émergé l'idée d'un ajustement dans la conduite de projet, consistant à ajouter au plan d'action l'organisation de 3 ateliers d'analyse de la pratique et d'intelligence collective, sous format webinaire.

Imaginés au départ pour permettre aux associations d'échanger, ces ateliers ont ensuite été rapidement élargis à tous les membres du consortium. L'objectif était de permettre à chacun de mieux comprendre les pratiques des autres, en particulier en matière d'éveil et de renforcement de la participation de tous les publics aux co-recherches et, à partir des expériences mises en commun, de nourrir sa réflexion sur son mode opératoire. Les fruits de ces ateliers ont été capitalisés pour inspirer les équipes des structures partenaires, et pour nourrir le chemin d'impact prévu dans le cadre de la composante 4 (en identifiant notamment ce qui est déterminant dans la phase d'émergence pour atteindre les impacts visés).

Trois ateliers d'échanges de pratiques (2h chacun) ont ainsi été organisés en webinaire par FAB'LIM, les Petits Débrouillard Ile de France, TRACES et la MSH SUD aux dates suivantes :

- Webinaire n°1 : Lundi 27 janvier de 15h à 17h (12 personnes)
- Webinaire n°2 : Jeudi 6 février de 15h à 17h (8 personnes)
- Webinaire n°3 : Jeudi 13 février de 11h à 13h (10 personnes)

Pour chaque séance, il a été convenu avec les participants d'enregistrer les échanges en vue d'une diffusion en replay. De plus, un pad a été mis à disposition par les organisateurs, pour produire, via une prise de notes commune et située, une forme d'intelligence collective et servir de base de travail pour la séance suivante.

C. Retour sur le premier atelier (27/01/2025)

Les participants ont été invités à indiquer sur un pad en écriture collective les 3 questions fréquentes qu'il.elle.s se posent, dans leur pratique professionnelle, sur la phase d'émergence des co-recherches. Ces 3 questions ont, durant les ateliers, servi de cadre aux participants pour : i) l'écoute active des retours d'expérience des autres, ii) la conduite d'une analyse réflexive et prospective sur leur propre pratique.

Un premier retour d'expérience sur la méthodologie d'émergence a été proposé par Juliette Peres de FAB'LIM, illustré à partir du projet Céréalocales (soutenir les co-créations issus d'initiatives citoyennes autour des céréales locales).

Puis, il a été proposé de recueillir un second témoignage, plus court. La parole a été prise par le Réseau des CREFAD.

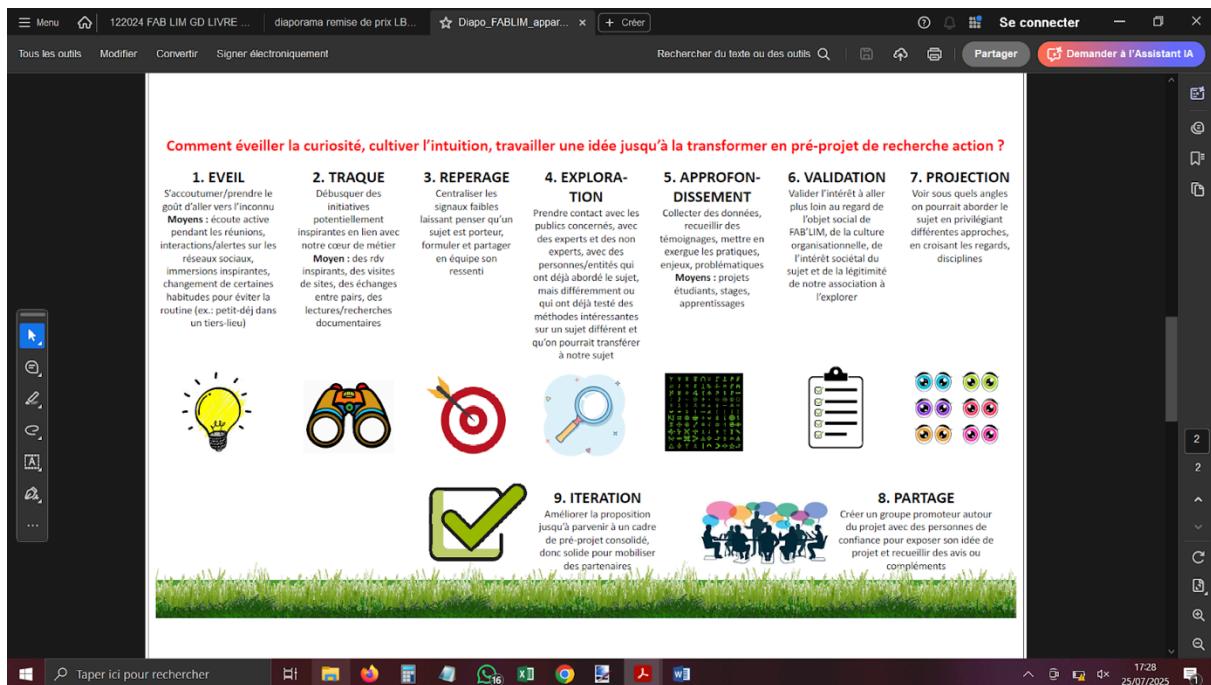


Fig. 3 : schéma de la méthodologie d'émergence de Fab'LIM. Voir le diaporama présenté par [FAB'LIM](#) sur ce lien

Participants :

FAB'LIM, Les petits Débrouillards Ile de France, TRACES, MSH SUD, Tela Botanica, Réseau des Crefad, Réseau des Zones Ateliers, Université Gustave Eiffel, FRMJC Occitanie et Le Dôme.

Liste des questionnements recensés :

- Comment ne pas être seul moteur de l'animation en phase d'émergence et impliquer plus de parties prenantes ?
- Comment faire émerger une demande sociale de recherche en impliquant des individus non constitués en collectifs formalisés ?
- Comment impliquer les acteurs du monde de la recherche et quels écueils éviter ?
- Comment impliquer les acteurs publics (administratifs et élus) ?
- Comment mieux financer la phase d'émergence ?
- Comment capitaliser les étapes de la phase de l'émergence : quels supports, quelles traces, pour qui, par qui... ?

D. Retour sur le deuxième atelier (06/02/2025)

Les participants ont été invités à prioriser les questionnements à travailler en séance, puis à partager oralement leurs expériences, leurs acquis et leurs interrogations à l'occasion d'un cercle de parole. En parallèle, le pad en ligne a permis à chacun d'indiquer ce qu'il.elle retenait des pratiques des autres et en quoi cela était susceptible de nourrir sa pratique professionnelle.

Participants :

FAB'LIM, Les petits Débrouillards Ile de France, TRACES, MSH SUD, Réseau des Zones Ateliers et Université Gustave Eiffel.

Liste des questionnements travaillés :

Deux questions ont pu être abordées dans le temps imparti :

- Comment faire émerger une demande sociale de recherche en impliquant des individus non constitués en collectifs formalisés ?
- Comment mieux financer la phase d'émergence ?

E. Retour sur le troisième atelier (13/02/2025)

Nous avons poursuivi le panorama des pratiques en lien avec les questions retenues en séance 1 et non abordées en séance 2. Tout comme en séance 2, les participants ont été invités à indiquer dans le pad ce qu'ils retenaient des échanges et en quoi ils étaient susceptibles de nourrir leur réflexion et leur pratique professionnelle.

A la fin, la question du financement de l'émergence des co-recherches est apparue comme importante à remettre en discussion à l'occasion d'un temps dédié entre spécialistes de la mécanique de levée de fonds dans les associations. En complément, dans la perspective d'autres webinaires, nous avons demandé à tous les participants (qu'ils aient participé à un ou plusieurs ateliers, quel que soit le statut de leur organisation) de nous indiquer leurs besoins en approfondissement (sous la forme de 2 nouvelles propositions de questions non encore abordées).

Participants :

FAB'LIM, Les petits Débrouillards Ile de France, TRACES, MSH SUD, Tela Botanica, Université Gustave Eiffel, Muséum d'Histoire Naturelle de Toulouse et Le Dôme.

Liste des questions que nous avons abordées :

- Comment capitaliser les étapes de la phase de l'émergence : quels supports, quelles traces, pour qui, par qui... ?
- Comment ne pas être seul moteur de l'animation en phase d'émergence et impliquer plus de parties prenantes ?
- Comment mieux impliquer les citoyens, autorités publiques, acteurs du monde de la recherche et quels écueils éviter ? Comment travailler en multi-acteurs ?

Les besoins d'approfondissements qui sont remontés pendant cette séance :

- Comment valoriser différemment la participation des chercheurs dans les co-recherches ? Comment ainsi pousser vers la "slow science" avec les indicateurs adéquats ?
- Comment mieux valoriser et faire reconnaître les fonctions d'intermédiation, notamment auprès des institutions ?
- Comment inciter les EPST à transformer leurs stratégies de recherche ? Par exemple, favoriser les partenariats avec des acteurs du tiers secteur, en plus des grandes entreprises. Ce qui signifie transformer les EPST, les cultures épistémiques et leur

organisation...et donc l'évaluation des chercheurs. Quel rôle jouent les jeunes chercheurs dans ce processus ?

- Que signifie la neutralité dans un projet de recherche qui a une intention sociétale ?
- Comment créer des synergies entre projets dans un écosystème ? Cela concerne aussi les modalités de financement de la recherche.

Les questions prévues en amont qui n'ont finalement pas pu être approfondies lors de cette troisième séance :

- Comment impliquer les acteurs publics (administratifs et élus) ?
- Comment mieux financer la phase d'émergence ?

F. Retour sur l'atelier organisé lors de l'évènement de restitution d'EQUIPACT à l'UGE (18/03/2025)

Suite à ces trois temps, nous avons souhaité approfondir les différentes questions qui avaient émergées et nourrir ces réflexions avec les apports d'un plus large panel de participants. C'est ainsi que nous avons proposé, lors du séminaire de restitution du projet ANR EQUIPACT et de la session consacrée à la composante 2 (après la séquence dédiée aux résultats de l'enquête), un atelier, inspiré de la dynamique des webinaires.

Il s'agissait de faire travailler le public présent pour cet événement (composé d'acteurs de la recherche, d'institutionnels et d'acteurs associatifs) en petits groupes sur 4 axes :

- Orientation sociale de la recherche : pourquoi et comment ?
- Comment mieux financer les projets de RP ?
- Comment faciliter les conditions d'une « slow science » ?
- Comment documenter et valoriser les phases d'émergence des projets de RP ?

Chaque thématique était contextualisée au préalable avec un certain nombre de propositions posées par le groupe-projet (Fab'Lim, Petits Débrouillards IDF, TRACES et MSH SUD).

A titre d'exemple, sur l'axe Valorisation de la phase d'émergence :

Le contexte - Nous dressons le constat qu'il serait nécessaire de mener une réflexion collective pour mieux capitaliser les phases d'émergences des projets de co-recherche. Cette phase est trop peu souvent documentée et quand elle l'est, les formats sont peu appropriables.

Ceci a comme double conséquence :

- un manque de supports de restitution capitalisables par les différents acteurs ESR et associations,
- un manque d'essaimage et de reconnaissance des bonnes pratiques relatives à cette phase.

La proposition - Dans ce groupe, nous allons creuser la proposition suivante :

Pour mieux mutualiser et documenter les phases d'émergence des projets de co-recherche, il faudrait :

- i) Créer des supports alternatifs (mise en récit, podcast...) pour en faire bénéficier le plus grand nombre et favoriser la circulation des expériences ;
- ii) Penser et développer les différents usages et les modes de diffusion de ces supports de restitution pour permettre l'essaimage des projets de co-recherches et l'émergence d'une communauté de pratiques ;
- iii) Permettre que cette documentation réflexive soit reconnue comme un livrable à part entière du projet.

L'objectif des groupes était de rendre opérationnelle la proposition (dans son ensemble ou simplement sur un aspect) en proposant un plan d'action, en précisant quels acteurs seraient à impliquer, comment, pour quels résultats et en la complétant avec d'autres idées pour aller plus loin.

Chaque équipe, modérée par un membre du consortium, a pu dès lors produire une série de recommandations et réflexions qui ont été recueillies dans les actes du colloque et qui pourront être reprises lors de prochaines étapes.

G. Au bilan...

Ces temps d'échange, autant en ligne qu'en présentiel, ont répondu à plusieurs besoins profonds au sein des associations participant à l'EQUIPACT et à l'origine de ces webinaires et ateliers (besoins pour la plupart partagés par le reste du consortium EQUIPACT) :

- **Rompre l'isolement** souvent ressenti lorsqu'on tente d'initier des projets de co-recherche sans réelle reconnaissance ni accompagnement structuré.
- **S'acculturer mutuellement** entre différents mondes, fonctionnements, méthodes, temporalités.
- **Légitimer la position de nos associations** dans ces dynamiques, aussi bien pour nous en tant que directrices, que pour nos équipes, qui peinent parfois à se sentir pleinement à leur place dans les dialogues avec le monde académique.

- **Mieux connaître les pratiques, les cadres et les temporalités de la recherche,** souvent méconnus, voire intimidants, pour des structures comme les nôtres, **et réciproquement du côté de la recherche vis-à-vis des associations.**
- **Acquérir des méthodes concrètes,** applicables à notre réalité de terrain et s'en inspirer pour en créer des nouvelles qui répondent à nos besoins.
- **Mutualiser et créer** à plusieurs des pistes de solutions concrètes pour dépasser certains obstacles et se sentir plus confiant pour se lancer dans ce type de projet.
- **Faire monter nos équipes en compétences** et en appétence pour la RP.
- Réfléchir à **comment ces projets trouvent leur place dans nos associations** et comment on peut **les faire exister et les intégrer durablement** à nos modes de fonctionnement.

Sur le plan humain, ces temps d'échange ont généré un vrai sentiment de partage, de reconnaissance mutuelle, et de découverte : des méthodes, des postures, des réalités organisationnelles différentes. Ils ont aussi enclenché un cercle vertueux d'apprentissage croisé : comprendre les particularités du monde de la recherche, ses rythmes, ses attendus... et en retour, aider nos partenaires académiques à mieux saisir nos contraintes, nos modes de fonctionnement et nos modes d'engagement, pour avoir aussi la possibilité d'enrichir leurs pratiques.

Ce fut une expérience très riche, qui donne envie de poursuivre et d'élargir ce type de projets et de temps de partage en y associant nos collègues, nos partenaires, et pourquoi pas d'autres réseaux qui se posent les mêmes questions.

III. Perspectives

A l'issue des travaux de la composante 2, nous avons identifié quatre besoins d'approfondissement, qui pourront faire l'objet d'un nouveau montage de projet et d'une recherche de financement.

A. Besoin 1 : Initier des apprenants (en formation initiale) aux méthodologies d'émergence

Plusieurs participants au cycle de webinaires ont partagé avec leur équipe les replays des séances. Un retour qui nous a paru éclairant est celui d'une stagiaire en formation initiale Master 2 économie sociale et solidaire (à sensibilité recherche). Elle avait été recrutée chez FAB'LIM pour participer à l'émergence d'un nouveau projet de RP, mais n'avait pas intégré cette dimension « émergence ». Elle disait avoir du mal à se présenter à ses interlocuteurs car, habituellement, le projet existe et la démarche d'entretien fait partie de la méthodologie de projet. Là, comment se présenter, susciter l'intérêt, voire l'adhésion si le projet n'existe pas encore ?

A la lumière de ce retour, nous avons mené une exploration visant à confirmer que les formations initiales ne familiarisent pas les apprenants à ces logiques « amont » des projets.

Nous avons donc proposé d'expérimenter, avec l'accord des responsables pédagogiques d'un échantillon de formations initiales, l'accompagnement par l'action de groupes d'étudiants dans l'émergence et la formalisation des contours de projets de co-recherches. Ceci pourra voir le jour au travers d'équipes projets de 3 semaines/1 mois, missionnées sur des sujets ancrés dans la réalité sociale par des acteurs scientifiques ou non-scientifiques. Cela constituerait un bon tremplin vers des immersions professionnelles plus engageantes (de type stages, CDD, thèses, etc.).

Une bonne connaissance des modalités d'émergence d'un projet de RP est, en effet, un bagage précieux pour soutenir et autonomiser les jeunes en les invitant à être acteurs de la construction participative d'un projet, en réponse à une problématique sociétale qui les touche (d'un point de vue personnel ou professionnel).

B. Besoin 2 : Accompagner la montée en compétences de nouveaux acteurs de l'intermédiation

Lors de notre analyse des trajectoires d'émergence des co-recherches, nous avons dressé un double constat. D'une part, les structures dont la mission est de répondre aux besoins d'acteurs scientifiques ou non-scientifiques désireux de franchir le cap des co-recherches, pour co-construire des réponses concertées à des problématiques sociales et/ou environnementales, sont rares (ex. boutiques des sciences de Lille, Lyon, Montpellier, Toulouse et Nice, associations d'intermédiation des co-recherches membres d'ALLISS). De plus, elles ont des moyens d'action limités (dans l'espace, le temps, les sujets, etc.), laissant pour compte de nombreuses sollicitations. D'autre part, si de nouveaux acteurs sont susceptibles d'endosser ce rôle – ce qui permettrait de toucher de nouveaux territoires / réseaux et d'aborder des besoins actuellement non couverts –, ils doivent, au préalable, sécuriser leur montée en compétences, en particulier dans la phase d'émergence des co-recherches.

En réponse à cela, nous proposons de co-élaborer et tester une méthodologie d'animation de groupes d'intervention associant diverses parties prenantes dans l'émergence des co-recherches. L'animation sera assurée par des salariés appartenant aux entités souhaitant se professionnaliser. Des mentors issus des structures plus expérimentées (académiques comme non-académiques) seront missionnés pour les accompagner. La première étape sera de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour sélectionner des besoins de terrain concrets à aborder sur des territoires/problématiques à enjeux. Une fois les sujets définis et les acteurs clés à associer identifiés, les animateurs seront guidés pas à pas dans leur fonction d'appui à l'émergence. Ce processus sera monitoré de sorte à capitaliser autant les avancées et les points de blocage des animateurs, que celles des parties prenantes impliquées dans les groupes d'intervention. Il s'achèvera une fois un cadre de pré-projet établi, incluant : la définition de la problématique et des questions de co-recherche à aborder, l'identification des parties prenantes à associer, des jalons à poser pour avancer dans la formalisation du projet et des financements mobilisables pour aller plus loin.

C. Besoin 3 : Poursuivre les ateliers d'échanges de pratiques et d'intelligence collective

Les webinaires organisés entre janvier et février 2025, à la suite de l'atelier organisé en présentiel à Caen et préalablement aux ateliers organisés lors du colloque de restitution d'EQUIPACT, se sont révélés bénéfiques pour tirer parti des expériences des membres du consortium d'EquiPACT et amener à chacun un recul bénéfique et des pistes pour renforcer sa méthodologie d'intervention. Il serait intéressant de poursuivre ce format d'échange en élargissant le cercle des participants, afin de renforcer la capitalisation thématique des pratiques, sur la base des questionnements fréquents des acteurs des co-recherches, en repartant notamment des questions (non-)traitées qui ont émergé lors des premiers webinaires.

Cet exercice de réflexivité et de capitalisation collectives pourrait prendre la forme d'un groupe de travail au sein de la plateforme ALLISS et/ou d'une foire aux questions documentée de façon participative par les praticiens à partir de leur expérience des co-recherches (par exemple, sur un site collaboratif YesWiki), ou d'une synthèse illustrée, sous forme de guide pour l'action, valorisant les enseignements produits. De tels apports méthodologiques constitueraient un précieux bagage pour familiariser et outiller les apprenants des formations professionnelles identifiées dans le cadre de la composante 5 d'EQUIPACT, les apprenants en formation initiale (cf. besoin 1) et les animateurs en voie de professionnalisation (cf. besoin 2) sur la phase d'émergence qui est, bien souvent, envisagée à l'instinct (quand elle est envisagée) ou dotée d'un bagage plus théorique que pratique.

D. Besoin 4 : Créer un parcours e-learning pour valoriser différentes approches méthodologiques

Dans les formations aux recherches participatives, la phase d'émergence est souvent abordée (quand elle l'est) de façon plus théorique que pratique, avec un parti pris méthodologique voire méthodologiste. Or, nos résultats nous amènent à penser qu'il existe une diversité d'approches méthodologiques et que l'apprentissage n'en est que plus renforcé lorsque se croisent apports théoriques, illustrations à partir de l'expérience, mises en pratique et échanges entre pairs.

C'est pourquoi, il nous paraît opportun, en complémentarité des formations existantes, de concevoir des modules e-learning sur l'émergence des co-recherches. Nous pourrions les héberger sur un site YesWiki, aux côtés des autres connaissances capitalisées, issues des besoins précédemment décrits. Cela permettra de disposer d'une « gare centrale » de partage de connaissances et d'expériences, disponible pour compléter les parcours de formation existants et toucher de nouveaux praticiens. Les contenus pourront valoriser à la fois les résultats de l'enquête de la composante 2 d'EquiPACT, les contenus des ateliers d'échanges de pratiques et les enseignements des groupes d'intervention. Ils pourront aborder à la fois les méthodologies des co-recherches, mais aussi les mécanismes de financement possibles, dans un contexte incertain.